



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYgone - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 24/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France**

Etablissement de Carling  
BP 90290  
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_TEPF\_Cadre\_2026-02-13\_RAPVI\_AN26\_PFAS\_LV\_02580  
Code AIOT : 0006207102

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France implanté Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 03/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 10 février 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action de suivi des échéances suite à la précédente visite d'inspection du 5 mai 2025 sur la thématique des composés per et polyfluoroalkylés (PFAS) dans les rejets d'effluent aqueux de l'établissement et les mousses d'extinction incendie (rapports de visite n°01468 du 7 juillet 2025 et n°01469 du 24 juillet 2025).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006207102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures (RW et RC4) et de polymères (PE, PS et PPC).

Elle est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié (arrêté cadre).

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Interdictions du PFOS, PFHxS, PFOA, PFCA C9-C14 et PFHxA	Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5.2 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 (partiel)	/	Sans objet
5	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 (partiel)	/	Sans objet
6	Campagnes supplémentaires d'analyse	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 (partiel)	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 10 février 2026, l'inspection des installations classées propose de

lever la mise en demeure prise par arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-288 du 27 août 2025.  
Par ailleurs, les points nécessitant des demandes d'action corrective ou de justificatif de l'exploitant sont soldés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/05/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/08/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite d'inspection du 5 mai 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'exploitant a détaillé la liste des émulseurs contenant des substances PFAS en quantité significative sur le site : les polypetrofilm 33, polypetrofilm 36, TRIDOL, FP70, et FFFP AR ;</li><li>• l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir sous-traité à un prestataire agréé le prélèvement de 21 échantillons d'émulseurs stockés sur le site pour identifier la composition de ces derniers ;</li><li>• l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre les résultats des 21 échantillons analysés à l'inspection des installations classées et ce malgré la relance par courriel du 16 mai 2025.</li></ul> <p>Lors de la visite d'inspection du 10 février 2026, l'exploitant déclare que les stocks restants d'émulseurs contenant des PFAS ont été traités dans des filières de traitement adaptées entre le 19 novembre 2025 et le 30 janvier 2026.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a transmis par courriel du 8 février 2026 la liste exhaustive des substances PFAS contenues dans les émulseurs précédemment stockés sur le site vu les résultats des analyses des 21 échantillons effectuées par un organisme extérieur agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 6:2 Fluorotéломère sulfonate (n°CAS :27619-97-2) ;</li><li>- FTS (n°CAS : 39108-34-4) ;</li><li>- PFBA (n°CAS : 375-22-4) ;</li></ul>

- PFDA (n°CAS : 335-76-2) ;
- PFDoA (n°CAS : 307-55-1) ;
- PFHpA (n°CAS : 375-85-9) ;
- PFHxDA (n°CAS : 67905-19-5) ;
- PFHxA (n°CAS : 307-24-4) ;
- PFNA (n° CAS : 375-95-1) ;
- PFOA (n°CAS : 335-67-1) ;
- PFPeA (n° CAS : 2706-90-3) ;
- PFPeS (n°CAS : 2706-91-4) ;
- PFTA (n°CAS : 376-06-7) ;
- PFUnA (n° CAS : 2058-94-8) ;
- Acide sulfonique de perfluorooctane (n° CAS : 1763-23-1) ;
- PFBS (n° CAS : 375-73-5) ;
- PFHpS (n°CAS : 375-92-8) ;
- PFHxS (n°CAS : 355-46-4).

L'inspection des installations classées constate que la liste des substances PFAS utilisées historiquement sur le site est à jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Interdictions du PFOS, PFHxS, PFOA, PFCA C9-C14 et PFHxA

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, PFAS dans les mousses anti-incendie

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/08/2025

### Prescription contrôlée :

Article 3.1 du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants :

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

Article 4.1.b du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants :

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants :

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I, partie A (partielle) du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du

20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants :

[...] 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux PFOS en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges. [...]

[...]

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), **s'applique au PFOA** ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

[...] 3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), **s'applique aux concentrations de PFHxS**, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. [...]

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est **autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025**, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; [...]

Entrée 68 (partielle) de l'annexe XVII du règlement 1907/2006 (REACH) :

[...] 5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au **PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025** pour: [...]

iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;
- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ; [...]

Entrée 79 (partielle) de l'annexe XVII du règlement 1907/2006 (REACH) :

[...] 4. Ne doivent pas, **à partir du 10 avril 2026**, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des **substances apparentées au PFHxA**, mesurées dans un matériau homogène, dans:

- a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; [...]

## Constats :

Lors de la visite d'inspection du 5 mai 2025, sur la base du tableau de résultats des 21 échantillons d'émulseurs prélevés et analysés par un organisme agréé et présenté par l'exploitant, l'inspection des installations classées a constaté la présence des substances suivantes concernées par des interdictions à venir dans les mousses d'extinction : PFOA, PFCA C9-C14, PFHxA. L'inspection des installations classées a constaté qu'aucun échantillon analysé ne présente de concentration en PFOS et PFHxS.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'un plan d'action de substitution de l'ensemble des émulseurs du site était en cours. L'exploitant a présenté l'état d'avancement de la substitution au 5 mai 2025 (37% de la quantité totale d'émulseur évacuée). L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées l'échéancier associé pour la substitution des 5 émulseurs contenant des PFAS : l'exploitant s'était engagé à avoir finalisé le remplacement des émulseurs de l'ensemble du site avant le 14 juillet 2025.

Les interdictions à venir de la mise sur le marché du PFCAC9-C14 et PFOA sont respectivement fixées au 4 juillet 2025 et 3 décembre 2025.

Il était attendu que l'exploitant transmette avant le 24 août 2025, conformément au rapport de visite n°01469 du 24 juillet 2025 ainsi qu'à la demande de l'inspection des installations classées formulée par courriel du 18 mars 2025 :

- un plan d'action de substitution des émulseurs contenant des PFAS précisant notamment les quantités éliminées et remplacées, la démonstration de la compatibilité des nouveaux émulseurs au système mis en place par l'exploitant, ainsi que la procédure mise en place durant la phase d'indisponibilité du système de défense incendie. Pour rappel, ce plan d'action était attendu avant le 18 juin 2025 ;
- les justificatifs des dispositions prises pour assurer la déconnexion des émulseurs aux échéances réglementaires prévues les 4 juillet 2025 et 3 décembre 2025.

Par courriel du 8 février 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées :

- les quantités d'émulseurs éliminées et les dates d'évacuation, ainsi que les quantités remplacées par les deux nouveaux émulseurs SOLBERG VERSAGARD AS100 et SOLBERG VERSAGARD AS100-FP. L'exploitant a justifié, lors de la précédente visite d'inspection, l'absence de substances PFAS dans les deux nouveaux produits. L'inspection des installations classées constate que les quantités commandées pour la substitution sont corrélées avec les quantités évacuées des anciens émulseurs ;
- une démonstration de la compatibilité des nouveaux émulseurs au système en place qui n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées ;
- la procédure mise en place durant la phase d'indisponibilité du système de défense incendie. L'inspection des installations classées constate, via des fiches rédigées par l'exploitant, qu'une analyse de risque avec des mesures compensatoires associées a été mise en place pendant la phase d'indisponibilité du système de défense incendie, pour chaque point de remplacement d'émulseur ;
- les dates de remplacement des émulseurs par les nouveaux produits mis en place, pour chacun des 21 points de localisation : la période effective de remplacement étant comprise entre le 3 février 2025 et le 11 juillet 2025, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant a finalisé la substitution des émulseurs de l'ensemble du site pour les échéances prévues d'interdictions de mise sur le marché du PFCAC9-C14 et PFOA

(4 juillet 2025 et 3 décembre 2025).

Lors de la visite d'inspection du 10 février 2026, l'inspection des installations classées constate, par sondage, sur la base des documents présentés par l'exploitant, que :

- les quantités d'émulseurs élimées mentionnées par l'exploitant dans le courrier du 8 février 2026, ont été évacuées, sur la base des bordaux de suivi des déchets ;
- les périodes d'évacuation mentionnées dans le courrier sont cohérentes avec les éléments présents sur trackdéchets ;
- les émulseurs ont été évacués dans des filières de traitement adaptées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Notification des stocks de PFOA

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5.2 (partiel)

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 27/09/2025

**Prescription contrôlée :**

Article 5.2 (partiel) du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants :

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

[...]

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 5 mai 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir informé la DGPR de la quantité stockée sur le site, soit au total 126 500 litres d'émulseur contenant notamment du PFOA.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter un justificatif de cet envoi et ce malgré la relance par courriel de l'inspection des installations classées du 16 mai 2025.

Par courriel du 26 juin 2025, la DGPR a confirmé à l'inspection des installations classées l'absence de transmission par l'exploitant de la notification de l'état des stocks de PFOA contenus sur le site au titre de l'année 2025.

L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-288 du 27 août 2025 de respecter, sous un mois, les dispositions de l'article 5.2 (partiel) du règlement (UE) 2019/2021

du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifié.

Par courrier du 19 septembre 2025, l'exploitant a transmis à la préfecture de la Moselle un justificatif de la déclaration auprès de la DGPR de l'état des stocks de PFOA contenus sur le site au titre de l'année 2024.

Par courriel du 31 décembre 2025, l'exploitant a transmis à la DGPR l'état des stocks de PFOA contenus sur le site au titre de l'année 2025.

Lors de la visite d'inspection du 10 février 2026, l'inspection des installations classées constate que tous les stocks d'émulseurs contenant du PFOA ont été évacués.

L'exploitant a présenté les justificatifs (bordereaux de suivi des déchets) correspondants à l'évacuation des contenants vers des filières de traitement adaptées.

Sur la base des éléments ci-dessus, la mise en demeure prise par arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-288 du 27 août 2025 peut être levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Déclaration des résultats GIDAF

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 (partiel)

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Restitution correcte des résultats sur GIDAF

**Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.  
[...]

**Constats :**

L'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite d'inspection du 5 mai 2025 :

- que les campagnes de mesures imposées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 se sont déroulées durant les mois d'octobre, novembre et décembre 2023 ;
- que l'exploitant a déclaré dans l'application GIDAF les résultats des campagnes de mesures mises en œuvre par ses soins sur les rejets aqueux de ses installations sans toutefois joindre les différents rapports d'analyse de l'organisme agréé. L'inspection des installations classées n'a donc pas pu vérifier que les valeurs déclarées par l'exploitant correspondaient aux valeurs effectivement mesurées par cet organisme.

L'inspection des installations classées constate lors de la visite d'inspection du 10 février 2026 :

- que les rapport d'analyse de l'organisme agréé ont été ajoutés pour les trois campagnes d'analyse sur l'application GIDAF ;
- que les valeurs déclarées par l'exploitant sont cohérentes avec les bordereaux d'analyse du laboratoire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 (partiel)

Thème(s) : Actions nationales 2026, Exigence pour le prélèvement

Prescription contrôlée :

[...] Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 5 mai 2025, l'inspection des installations classées a constaté que le prélèvement 24h, réalisé au droit de l'émissaire dénommé PE, n'était pas asservi au débit mais uniquement au temps. Or, il s'agit de l'émissaire sur lequel les concentration en AOF ont été les plus élevées, notamment lors de la campagne du 7 décembre 2023 avec une concentration moyenne mesurée sur 24h de 14 000 µg/l.

Il était demandé à l'exploitant, avant le 24 octobre 2025 :

- de présenter les raisons pour lesquelles le prélèvement n'a pas pu être asservi au débit ;
- d'évaluer la pertinence des résultats déclarés au regard de l'évolution du débit de cet émissaire sur 24h en présentant une chronique des débits horaires sur une période représentative (a minima plusieurs jours).

Par courriel du 8 février 2026, l'exploitant :

- justifie l'impossibilité d'une mesure asservie au débit par une impossibilité structurelle de l'équipement existant : le canal de sortie est souterrain, après la sortie du décanteur final de l'atelier PE. De plus, les longueurs droites accessibles sont insuffisantes pour obtenir une mesure de débit représentative. Lors de la visite d'inspection du 10 février 2026, l'inspection des installations classées a constaté l'impossibilité technique de la mise en place d'un prélèvement asservi au débit ;
- a transmis une chronique des débits horaires sur une durée de 11 jours consécutifs. Sur la période étudiée, le débit en sortie du décanteur est globalement stable, avec une valeur moyenne de l'ordre de 59 m<sup>3</sup>/h. La majorité des mesures se situe entre 50 et 65 m<sup>3</sup>/h, traduisant un fonctionnement régulier de l'installation. Deux hausses ponctuelles et de courte durée (1h00) sont toutefois observées, avec des valeurs maximales atteignant environ 90 m<sup>3</sup>/h (les 26 et 27 juin 2025). Ces épisodes restent isolés et ne remettent pas en cause la constance globale du débit. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées, lors de la visite d'inspection du 10 février 2026, que ces pics peuvent s'expliquer par une perturbation de l'équipement ou une purge d'un opérateur. En dehors de ces événements, la variabilité horaire est faible (de l'ordre de  $\pm 2$  à 4 m<sup>3</sup>/h).

Type de suites proposées : Sans suite

## N° 6 : Campagnes supplémentaires d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;</li><li>- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite d'inspection du 5 mai 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les résultats d'analyse de PFAS et AOF ont montré une certaine variabilité des concentration en AOF en particulier sur le point de rejet PE avec un pic mesuré à 14 000 µg/l sur la campagne de décembre 2023. L'exploitant explique cette variabilité dans un courrier daté du 17 septembre 2024 par une erreur du laboratoire (contamination du blanc du laboratoire). D'autres considérations analytiques sont également avancées par l'exploitant pour tenter de démontrer l'absence de fiabilité de la mesure d'AOF.</p> <p>Le retour d'expérience de la DGPR sur la répétabilité et la fiabilité de la valeur d'AOF ne montre pas d'anomalies particulières sur un effluent industriel du type de celui de TEPF. La valeur d'AOF est le reflet de la teneur en fluor organique de l'effluent qu'il soit présent au sein de molécules considérées PFAS ou non PFAS.</p> <p>Il est par ailleurs noté que l'exploitant n'a pas réalisé d'analyses supplémentaires d'AOF afin de démontrer que la mesure de décembre 2023 était potentiellement erronée. Il appartenait donc à l'exploitant de démontrer ses propos par l'analyse.</p> <p>De la même manière, l'exploitant était invité à réaliser et déclarer les analyses de PFAS et AOF de l'eau entrant dans son process.</p> <p>Suite à la visite du 5 mai 2025, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de réaliser au moins 3 campagnes d'analyses supplémentaires, sur l'émissaire PE et sur le paramètre AOF dans les conditions de l'arrêté du 20 juin 2023 (une mesure par mois, conditions de prélèvement et transmission notamment) avant le 24 janvier 2026.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 10 février 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les trois campagnes supplémentaires réalisées les 24 juin 2025, 31 juillet 2025 et 5 septembre 2025, avec les bordereaux d'analyse associés.</p> <p>L'inspection des installations classées constate :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• qu'aucune concentration, pour les paramètres AOF et PFAS, n'est détectée sur les trois nouvelles campagnes d'analyse ;</li><li>• qu'aucune mesure n'a été réalisée sur le mois d'août 2025. L'exploitant précise, lors de la visite d'inspection, que le mois d'août n'était pas représentatif du fonctionnement normal de l'installation (période d'arrêt programmée d'une ligne) ;</li><li>• que la limite de quantification en AOF pour la dernière campagne d'analyse n'est pas respectée, "en raison du caractère particulier de la matrice" (10 microgrammes par litre</li></ul>

contre 2 microgrammes par litre dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023). L'exploitant a présenté un courriel du 13 octobre 2025 de la société Eurofins précisant que 2 dilutions de l'échantillon ont été nécessaires pour l'analyse du paramètre AOF en septembre 2025 (saturation non conforme lors de la première dilution), ce qui explique l'augmentation de la limite de quantification ;

- le respect des conditions de prélèvements, avec justification d'un asservissement au temps sur une durée de 24h (cf. constat n°5) ;
- la transmission des résultats sur la plateforme GIDAF.

L'inspection des installations classées considère que l'exploitant a réalisé les analyses complémentaires nécessaires permettant de démontrer l'absence de substances PFAS en quantité significative dans ses rejets aqueux au regard des éléments ci-dessous :

- l'exploitant a réalisé 6 campagnes d'analyse du point de rejet PE entre octobre 2023 et septembre 2025 ;
- pour l'ensemble de ces campagnes des résultats inférieurs à la limite de quantification sur les 20 PFAS obligatoires de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sont observés ;
- 4 campagnes sur 6 montrent des résultats en AOF inférieurs à la limite de quantification (de 2 microgrammes par litre) ;
- une campagne (septembre 2025) montre un résultat en AOF inférieur à 10 microgrammes par litre ;
- une seule campagne (décembre 2023) montre une concentration en AOF égale à 14 000 microgrammes par litre.

**Type de suites proposées :** Sans suite